

DESS/Master droit des établissements de santé, droit de la gestion des activités publiques sanitaires et médico-sociales

Université Vincennes – Saint-Denis

Dans l'environnement actuel, le droit national et européen et les normes de tous types concrétisent des règles du jeu toujours plus précises au service de la prise en charge des usagers. Le juridique – au sens large, incluant les normes administratives et techniques – s'est imposé comme la ressource stratégique centrale pour le pilotage des établissements. Ce DESS vise l'acquisition d'une compétence stratégique et pratique de haut niveau pour la définition et la conduite du projet d'établissement au service du projet de l'utilisateur-client.

Directeurs

Philippe Amiel, professeur associé (Paris 8),
François Vialla, maître de conférences (Montpellier 1).

Public

- Cadres administratifs, médicaux ou paramédicaux participant au pilotage d'établissements ;
- Cadres syndicaux, élus locaux, cadres de mutuelles de santé directement intéressés par le fonctionnement des établissements ;
- Cadres des grands établissements publics impliqués notamment dans les directions juridiques ou les affaires générales.

Objectif

Acquisition d'une compétence de haut niveau, stratégique et pratique, dans les domaines :

- définition et conduite du projet d'établissement ;
- droit de la gestion (approvisionnements, marchés) ;
- droits de l'utilisateur ; droits du patient et responsabilités médicale et hospitalière ;
- qualité et sécurité de la prestation (vigilances, accréditation)

Diplôme délivré

L'appellation « master » remplace progressivement celle de « DESS » ; ces diplômes sont équivalents

et les titulaires d'un DESS sont habilités à faire valoir leur grade de master. L'Université Paris 8 délivre le DESS « Droit de la gestion des activités publiques sanitaires et médico-sociales » ; l'Université Montpellier 1 délivre le master professionnel « Droit des établissements de santé ». Le contenu des deux formations est identique.

Débouchés

Le DESS amène ou confirme les stagiaires aux fonctions suivantes :

- direction d'établissements sociaux, médico-sociaux et sanitaires (privés et publics)
- fonctions d'étude, de conseil et/ou de contrôle, assurées par les groupements professionnels, les collectivités locales, les tutelles sanitaires...

Pré-requis

Admission sur titre (maîtrise obtenue en France ou diplôme équivalent) ou sur validation des acquis professionnels. La procédure d'admission inclut un entretien avec l'équipe pédagogique.

Enseignants et intervenants

Les enseignements sont dispensés par des experts et professionnels en partenariat avec le corps enseignant universitaire des Universités Paris 8 et Montpellier 1.

Modalités

- Lieu de la formation : à Saint-Denis (Paris 8) et à Montpellier (Montpellier 1), selon l'affectation des candidats.
- Dates : d'octobre à juillet.
- Durée : 280 heures d'enseignement (4 jours par mois, du mardi au vendredi).
- Stage : 3 mois dans un établissement ou un organisme privé ou public ; le stage peut, sous condi-

tions, être réalisé par le stagiaire dans l'établissement auquel il appartient et dans ses fonctions.

- Coût : 4 980 euros.
- Dossier d'inscription information et programme détaillé sur : www.fp.univ-paris8.fr ou www.droit-et-sante.net, ou sur demande à Lucie Pouessel : 01 49 40 65 62, info-sfp@univ-paris8.fr

Contenu de l'enseignement

La formation est organisée en cinq modules.

- **Module I. Environnement juridique, administratif et financier**
 - Environnement juridique, administratif et financier du système sanitaire, social et médico-social ; spécificités du secteur privé lucratif, privé non lucratif, public
 - La notion de prise en charge (soins, handicap, etc.)
 - L'établissement prestataire de services et le projet stratégique auquel il s'identifie
 - Éléments de droit de l'utilisateur
- **Module II. Projet d'établissement, projet d'entreprise**
 - L'établissement comme prestataire de services
 - Compatibilité du projet d'établissement avec le Sros
 - Le projet d'établissement comme support du CPOM
 - Tutelle, contrôle et partenariat...
- **Module III. L'établissement prestataire et l'adaptation aux besoins**
 - Offre et demande médico-sociale
 - Tarification et financement. L'adaptation aux moyens : la gestion par enveloppe fermée
 - Planification, complémentarités et coopérations ; les réseaux de prise en charge. Le point de vue de l'ARH
 - Les contrats avec les soignants libéraux
 - La gestion des ressources humaines
 - Approvisionnements, marchés
 - Droit de la concurrence...
- **Module IV. Qualité et sécurité de la prestation**
 - Contours juridiques des prestations sanitaire, sociale et médico-sociale
 - Les vigilances
 - La qualité et l'accréditation
- **Module V. L'établissement et la prise en charge du bénéficiaire des prestations**
 - Statut et projet du bénéficiaire des prestations (patient, usager, client, etc.)
 - Droits du patient et responsabilités médicale et hospitalière